Direction régionale de l’Environnement,
de l’Aménagement et du Logement
Languedoc-Roussillon

Arrêté N° 2016.03.03
Portant décision d’examen au cas par cas
en application de l’article R. 122-3 du code de l’environnement

Défrichement pour la construction d’une cabane perchée sur la commune de Cros (30)

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l’évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l’environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l’environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le code de l'expropriation, notamment ses articles L.11-1 et R11-1 à 11-14 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n°F09112P0170 relatif au projet référencé ci-après :

– Défrichement pour la construction d’une cabane perchée de 55 m² sur la commune de Cros, lieu dit « Fanabrégue » (30) déposé par TUDURY Henri Philippe,

– reçu le 12/12/2012 et considéré complet le 12/12/2012 ;

Vu l’avis de l’agence régionale de santé du 03/01/2013 ;

Considérant que le projet porte sur un défrichement préalable à la construction d’une maison individuelle ;

Considérant que le projet relève de la rubrique 51°a) du tableau annexé à l’article R.122-2 du code de l’environnement qui soumet à examen au cas par cas les défrichements portant sur une superficie totale, même fragmentée, inférieure à 25 hectares ;

Considérant la localisation du projet sur la parcelle cadastrée section A n°132 de 1550 m² ;

Considérant que le projet consiste au défrichement d’une surface réduite ;

Considérant qu’au regard de la nature du projet et de l’ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire, celui-ci n’est pas susceptible d’avoir des effets notables sur l’environnement ;
Arrête :

Article 1er

Le projet de « Défrichement pour la construction d'une cabane perchée sur la commune de Cros (30) » objet du formulaire n°F09112P0170 n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture de région.

Fait à Montpellier, le 15 JAN. 2013.

Le Préfet de Région

Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales

[Signature]

Jean-Christophe BOURSIN

---

**Voies et délais de recours**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Cas : décision dispensant le projet d'étude d'impact</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Recours gracieux :</td>
</tr>
<tr>
<td>Monsieur le préfet de région</td>
</tr>
<tr>
<td>DREAL Languedoc-Roussillon</td>
</tr>
<tr>
<td>520 allée Henri II de Montmorency – CS 69007</td>
</tr>
<tr>
<td>34064 Montpellier cedex 02</td>
</tr>
<tr>
<td>(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Recours hiérarchique :</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</td>
</tr>
<tr>
<td>Grands Arche</td>
</tr>
<tr>
<td>Tour Pascal A et B</td>
</tr>
<tr>
<td>92055 La Défense CEDEX</td>
</tr>
<tr>
<td>(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Recours contentieux :</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Tribunal administratif de Nîmes (en ce qui concerne les départements du Gard et de la Lozère)</td>
</tr>
<tr>
<td>16, avenue Feuchères</td>
</tr>
<tr>
<td>CS 80010</td>
</tr>
<tr>
<td>30941 Nîmes Cedex 09</td>
</tr>
<tr>
<td>(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).</td>
</tr>
</tbody>
</table>

| Tribunal administratif de Montpellier (en ce qui concerne les départements de l'Hérault, de l'Aude, des Pyrénées-Orientales) |
| 6 rue Pitor                                         |
| 34003 MONTPELLIER CEDEX 1                            |